

L'histoire de l'agriculture québécoise au XIXe siècle : une schématisation des faits et des interprétations

Robert Lavertue

Volume 28, numéro 73-74, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021660ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021660ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Lavertue, R. (1984). L'histoire de l'agriculture québécoise au XIXe siècle : une schématisation des faits et des interprétations. *Cahiers de géographie du Québec*, 28(73-74), 275–287. <https://doi.org/10.7202/021660ar>

L'HISTOIRE DE L'AGRICULTURE QUÉBÉCOISE AU XIX^e SIÈCLE : UNE SCHÉMATISATION DES FAITS ET DES INTERPRÉTATIONS

par

Robert LAVERTUE

*Département de géographie,
Université Laval, Québec, G1K 7P4*

S'il est un domaine où la géographie a beaucoup emprunté, c'est bien à celui de l'histoire de l'agriculture du Québec au XIX^e siècle. Pourtant, c'est là un thème de recherche où les divergences et les dissensions sont parmi les plus marquées. En fait d'ailleurs foi tout le débat entourant la question de la crise agricole dont l'ampleur ne cesse de croître depuis les années 1960. Afin de signaler aux géographes l'étendue de ces débats, sont présentées ici quelques-unes des thèses et contre-thèses élaborées par différents chercheurs pour rendre compte de l'évolution de l'agriculture québécoise au cours du XIX^e siècle. Ces thèses ont été rassemblées sous quatre (4) grands thèmes correspondant à autant d'étapes historiques — jugées cruciales s'il faut en croire la place qui leur est faite dans la littérature — de cette évolution. Les thèmes retenus sont ceux : 1) de la crise agricole, 2) du déclin de l'économie du blé, 3) de l'économie de l'avoine et 4) de l'émergence de l'industrie du lait. Ainsi, les positions adoptées par bon nombre d'auteurs ayant traité de ces questions, sont rapportées ici soit par des citations, soit encore par de brefs résumés des idées soutenues. De plus, toutes les thèses citées ont été au préalable classées selon leur appartenance à l'un ou l'autre de quatre (4) grands courants de pensée où se sont partagés, semble-t-il, les efforts des historiens. Le premier courant regroupe les thèses dites classiques, ainsi nommées car sans être anciennes — ayant été produites entre 1940 et 1960 — elles sont tout de même les premières qui abordent directement et approfondissent ces questions. Le second, nommé improprement contemporain — faute de mieux — réunit les thèses élaborées depuis 1960 et s'inscrivant à l'enseigne du positivisme. Les deux derniers courants sont pour ainsi dire parallèles, tous deux prenant forme à l'aube des années 1970 et pouvant être qualifiés de réformistes : le premier s'inspire du matérialisme historique tandis que le second est dit critique en raison de son approche néo-empiriste.

Si cette catégorisation peut sembler à plusieurs vues discutable, il ne faut pas en prendre rigueur car ce qui est visé ici, ce n'est pas tant la vérification d'une quelconque typologie que la présentation ordonnée de plusieurs thèses et contre-thèses. Il s'agit donc d'une revue de la littérature qui, bien que non exhaustive — quelques ouvrages ou articles ayant sans doute échappé à la recension — témoigne de la pluralité des positions défendues par les chercheurs s'intéressant à l'histoire de l'agriculture québécoise du XIX^e siècle.

LA CRISE AGRICOLE

Les thèses classiques	Les thèses contemporaines	Les thèses inspirées du matérialisme historique	Les thèses critiques
<p>En 1942, Jones écrit que la trop forte concentration dans la culture du blé, le conservatisme des habitants en matière de pratiques agricoles ainsi que la position excentrique du Bas-Canada par rapport aux marchés d'exportation se conjuguent à partir de 1815 pour engendrer un profond malaise agricole qui connaîtra son maximum d'intensité pendant la décennie 1830 à la suite des mauvaises récoltes causées par les maladies successives du blé.</p> <p style="text-align: center;">(Jones, 1978, pp. 114-116)</p> <p>De son côté, Maurice Séguin prétend, en 1947, que l'agriculture du Bas-Canada, entre 1800 et 1850, connaît des malaises sérieux qui entraînent toute la province dans une crise économique généralisée. Les principales causes de ces malaises seraient :</p> <ul style="list-style-type: none"> — que la terre est devenue improductive en raison de techniques agricoles déficientes, de la monoculture du blé et du conservatisme des paysans ; — que la terre est devenue rare ou inaccessible empêchant ainsi les paysans d'augmenter leur production ; — et surtout qu'il n'est pas intéressant pour les paysans d'améliorer ou d'acheter de nouvelles terres pour produire davantage 	<p>Hamelin et Ouellet prétendent qu'au début du XIX^e siècle, le fragile équilibre de l'agriculture bas-canadienne est brusquement brisé par une crise des rendements agricoles. Cette crise qui se traduit par de fortes diminutions de la production et de la productivité, principalement au niveau de la culture du blé, entraîne de profonds malaises agricoles qui dégénèrent, à partir de 1833, en une crise agricole à peu près totale et plongent le Québec dans un climat d'instabilité politique et sociale chronique.</p> <p style="text-align: center;">(Hamelin et Ouellet, 1966, pp. 93-113)</p> <p>Pour Fernand Ouellet, une crise agricole s'amorce brutalement dans le Bas-Canada à compter de 1802 ; crise déclenchée par des tensions démographiques croissantes et, surtout, une chute soudaine des rendements agricoles. La crise agricole en serait une de rendements, de techniques inappropriées et de pratiques coutumières dont la conséquence est de provoquer le repli de l'agriculture vers des productions limitées à l'autoconsommation familiale, elle qui, jusqu'à cette époque, était axée sur la production de blé pour l'exportation. La crise provoque une grande pauvreté chez les agriculteurs dont les revenus diminuent tandis que leurs obligations de censitaires et leur endettement augmentent sans cesse.</p> <p style="text-align: center;">(Ouellet, 1971, pp. 184 et 239-242)</p>	<p>Aux environs des années 1810-1820, selon Bernard Bernier, l'agriculture du Bas-Canada entre dans une période de crise dont les causes seraient :</p> <ul style="list-style-type: none"> — l'ignorance des techniques agricoles modernes ; — l'origine urbaine des paysans ; — le mode de transmission des terres ; — la difficulté de vendre du blé à l'Angleterre à partir de 1802 ; — la surpopulation des terres seigneuriales. <p>Cette crise agricole se traduit alors par :</p> <ul style="list-style-type: none"> — une baisse de la productivité agricole ; — un retour à l'agriculture de subsistance ; — un appauvrissement dramatique des paysans et des seigneurs ; — un rétrécissement du marché interne ; — un mouvement d'émigration massive vers les États-Unis. <p style="text-align: center;">(Bernier, 1980, pp. 70-79)</p> <p>Pour Lise Pilon-Lê, les causes de la crise agricole qui sévit au Bas-Canada pendant la première moitié du XIX^e siècle sont d'une part, le déclin de l'économie du blé et d'autre part, l'augmentation des rentes seigneuriales et la limitation des droits d'usage des censitaires.</p> <p style="text-align: center;">(Pilon-Lê, 1977, pp. 151-152)</p>	<p>Paquet et Wallot refusent complètement la thèse de Ouellet sur la crise agricole au Bas-Canada dans la première moitié du XIX^e siècle. Pour en arriver à cette conclusion, ils démontent systématiquement les arguments de Ouellet. Ainsi, les postulats de base (conservatisme des habitants et fermeté de la demande du blé) évoqués par Ouellet sont jugés inexacts. Les mécanismes qui sont supposés provoquer la crise (surpeuplement, rareté des terres et techniques agricoles primitives) ne jouent pas tandis que les effets présumés de cette crise (pauvreté et endettement) ne peuvent être observés. Paquet et Wallot considèrent plutôt que le Bas-Canada entre, à partir de 1800-1810, dans une période de dynamisation extérieure de l'agriculture (par l'économie du bois) qui entraîne une modernisation des structures agricoles. Toutefois, cette période n'est pas sans problèmes agricoles puisqu'on y observe une sensible détérioration des facteurs de production. Ce n'est donc pas une période de prospérité mais il semble, selon ces auteurs, que les paysans s'en soient sortis assez bien, mieux en tout cas que l'historiographie ne l'a laissé entendre.</p> <p style="text-align: center;">(Paquet et Wallot, 1971, pp. 51-53 ; Paquet et Wallot, 1972, pp. 221 et 234)</p>

en raison du marasme de la demande intérieure de produits agricoles, d'une demande externe capricieuse et de la concurrence féroce du Haut-Canada et des États-Unis sur les marchés d'exportation des produits agricoles.

(Séguin, 1970, pp. 114 et 223-225)

Pour sa part, Faucher écrivait dans les années 1940-1950 que : « L'agriculture du Bas-Canada a souffert d'une dépression chronique, pour dire le moins, de 1820 à 1850, imputable à la détérioration des sols, dont la destruction du blé par le moucheron constituait un symptôme ».

(Faucher, 1980, p. 150)

Quant à W.H. Parker, enfin, qui ne parle pas spécifiquement de « crise agricole », il soutient en 1959 que le bien-être traditionnel des paysans canadiens-français a considérablement diminué au cours de la décennie 1830-1840 en raison du déclin de la culture du blé — principale source de revenus et principal produit alimentaire des paysans — et en raison des fortes pressions démographiques sur le sol agricole.

(Parker, 1959, p. 215)

La crise agricole frappant le Bas-Canada au début du XIX^e siècle s'expliquerait, selon T.J.A. Le Goff, par l'incapacité des paysans à satisfaire les besoins toujours croissants du marché bas-canadien en produits agricoles. En effet, le niveau de la production du blé étant stagnant et la population s'accroissant à un rythme soutenu, une pénurie de produits agricoles survient alors et conduit à la crise.

(Le Goff, 1974, pp. 17-27)

Selon André Garon : « Aux lendemains de la guerre de 1812-1814, on pouvait déjà parler de crise agricole (...). L'archaïsme des techniques agricoles, l'épuisement des sols et les défaillances de la production s'enchaînent pour engendrer l'appauvrissement en milieu rural ».

(Garon, 1976, p. 319)

Il n'y a aucun doute pour McCallum que l'agriculture bas-canadienne est dans un état de crise pendant la première moitié du XIX^e siècle. Les causes de cette crise agricole seraient :

- l'échec de la culture du blé comme principal produit d'exportation et comme aliment de base ;
- l'impossibilité de trouver un produit agricole de substitution pour remplacer le blé comme produit d'exportation ;
- le retrait forcé des paysans de l'agriculture commerciale pour retourner à une agriculture de subsistance abaissant ainsi leur niveau de vie.

(McCallum, 1980, pp. 26-30)

Selon Bourque et Légaré, la crise agricole est le résultat de la résistance paysanne devant la hausse des redevances seigneuriales au début du XIX^e siècle. Les paysans préférèrent se retirer de la commercialisation des produits agricoles pour se replier sur une agriculture de subsistance. Cette crise prend des allures dramatiques pendant la décennie de 1830 alors qu'il y a surpopulation des seigneuries.

(Bourque et Légaré, 1979, pp. 59-61)

Pour Ehrensaft et Marien, la crise agricole qui frappe le Bas-Canada entre 1820-1850 a d'abord été causée par la surpopulation des terres, les faibles rendements et les maladies qui ont affecté les récoltes. Pendant cette période de crise, l'agriculture québécoise a nettement souffert d'invololution passive, c'est-à-dire d'une évolution par laquelle une société se replie sur elle-même, en maintenant la même structure de base, mais à un niveau appauvri. Cette involution qui a débordé les cadres agricoles pour affecter toute la société bas-canadienne s'est produite par la combinaison de plusieurs facteurs qui ont déterminé le repli de l'agriculture bas-canadienne sur elle-même. Ces facteurs sont :

- la structure de pouvoir du système seigneurial ;
- le contexte géo-climatique ;
- la conjoncture du marché ;
- les difficultés de transport.

(Ehrensaft et Marien, 1978, pp. 195-197 et 199).

Rien n'indique, selon Courville, que le Bas-Canada a connu une « crise » agricole dans la première moitié du XIX^e siècle. Il faut plutôt parler de malaise foncier dont les causes seraient :

- l'augmentation des coûts d'acquisition des terres ;
- l'augmentation des prélèvements seigneuriaux ;
- la vulnérabilité financière des paysans au moment des mauvaises récoltes ou de la contraction trop brutale des marchés ; vulnérabilité qui est la conséquence de l'accroissement des coûts d'acquisition du sol.

(Courville, 1980b, pp. 387-422)

Pour McInnis, l'idée même de caractériser en terme de « crise » la situation de l'agriculture bas-canadienne pendant la période 1800-1850 est difficilement défendable puisque aucun des arguments généralement développés pour conclure à une crise agricole ne semble acceptable. S'appuyant sur des exercices statistiques sophistiqués, il remet en question l'idée du conservatisme des paysans, de l'épuisement des sols en raison de mauvaises pratiques agricoles, de la croissance de la population qui « déprimerait le niveau des revenus », des conditions naturelles défavorables à l'agriculture au Bas-Canada et de la déficience des marchés.

(McInnis, 1982, pp. 9-14)

LE DÉCLIN DE L'ÉCONOMIE DU BLÉ

Les thèses classiques	Les thèses contemporaines	Les thèses inspirées du matérialisme historique	Les thèses critiques
<p>Pour Jones, les paysans bas-canadiens sont dans l'obligation technique, à partir de 1835, d'abandonner la culture du blé, d'une part, en raison des maladies du blé qui dévastent annuellement les récoltes et, d'autre part, en raison de la chute rapide des rendements et de l'appauvrissement des sols qui sont la conséquence du conservatisme des paysans en matière de techniques agricoles.</p> <p style="text-align: center;">(Jones, 1978, pp. 118 et 123)</p> <p>Ce serait, selon Séguin, les mauvaises récoltes successives des années 1830-1840 provoquées par les maladies du blé et l'appauvrissement des terres ainsi que l'absence de marché d'exportation stable et la concurrence du blé de l'Ouest qui auraient incité les paysans du Bas-Canada à abandonner la culture du blé.</p> <p style="text-align: center;">(Séguin, 1970, pp. 223-225)</p> <p>La cause la plus immédiate du déclin de la culture du blé au Bas-Canada apparaît être, selon Parker, les ravages causés aux cultures par les insectes et les maladies du blé. Mais le paysan lui semble en partie responsable de cette situation car, pratiquant un mode de culture sans rotation suffisante dans un climat</p>	<p>Hamelin et Ouellet écrivent que : « Depuis 1800, l'aire du blé n'avait cessé de reculer. Le spectacle d'une productivité presque nulle avait amené un grand nombre de paysans à abandonner complètement cette production » (p. 97). Ils ajoutent plus loin que : « Aussi, le déclin de la culture du blé apparaît-il comme le fruit arrivé à terme, après une série de crises, de la baisse inexorable de la production et de la productivité » (p. 99).</p> <p style="text-align: center;">(Hamelin et Ouellet, 1966, pp. 97-99)</p> <p>Hamelin et Roby soutiennent que : « Par suite du peuplement de la péninsule ontarienne, des États du Middle West américain, de la mise en valeur de l'Ouest et du développement des transports, le cultivateur du Québec, incapable de soutenir la concurrence de ces régions neuves et plus productives, doit modifier ses cultures. La production du blé (...) décline fortement et disparaît presque complètement durant la période de 1851-1901 ».</p> <p style="text-align: center;">(Hamelin et Roby, 1971, p. 35)</p> <p>Pour Ouellet, c'est le conservatisme profond des agriculteurs, combiné à la baisse des rendements, à l'appauvrissement des terres et aux maladies du blé qui entraînent un</p>	<p>Colette Chatillon considère que le déclin de la culture du blé au Bas-Canada est une conséquence du développement de l'agriculture dans le cadre du régime seigneurial, de techniques agricoles néfastes, d'une conjoncture peu favorable aux exportations de blé (bonnes récoltes en Angleterre), et de la forte concurrence du blé américain.</p> <p style="text-align: center;">(Chatillon, 1976, p. 22)</p> <p>Selon Bourque et Légaré, les paysans réagissent à la hausse considérable des redevances seigneuriales en abandonnant volontairement la culture du blé dont la commercialisation profite surtout aux seigneurs pour se replier sur des cultures de subsistance qui correspondent mieux à leurs besoins et leurs intérêts.</p> <p style="text-align: center;">(Bourque et Légaré, 1979, pp. 59-60)</p>	<p>Il n'y a pas de doute pour Paquet et Wallot qu'à compter de 1810, l'abandon progressif du blé comme principale production agricole est le signe d'une restructuration profonde de l'économie agricole du Bas-Canada. Les paysans étant fort sensibles à la conjoncture sur les marchés, ils délaissent la culture du blé dont la demande externe est instable pour se concentrer sur des productions qui peuvent être écoulées sur le marché intérieur du Bas-Canada qui est d'ailleurs en pleine croissance. L'abandon du blé correspond donc à une réorientation des activités agricoles en fonction des opportunités du marché.</p> <p style="text-align: center;">(Paquet et Wallot, 1971, p. 51)</p> <p>Contestant l'idée de percevoir le blé comme « céréale de civilisation », Courville soutient que l'abandon de la culture du blé est la réponse logique des paysans bas-canadiens face à l'évolution de la demande en produits agricoles sur les marchés externes et internes. Étant donné l'instabilité des marchés d'exportation du blé et l'importance accrue du marché intérieur, l'habitant abandonne cette culture au profit de productions plus en demande sur le marché intérieur. Il s'ensuit une redéfinition majeure de l'agriculture</p>

impropre à la culture du blé, le sol s'est rapidement épuisé tandis que le blé produit ne pouvait guère résister aux maladies et aux insectes. Les mauvaises récoltes se succédant et la production totale diminuant sans cesse, les paysans ont donc été forcés d'abandonner cette production.

(Parker, 1959, pp. 209-211)

abandon progressif mais rapide de la culture du blé au Bas-Canada.

(Ouellet, 1971, pp. 335-337)

Le déclin de la culture du blé au Bas-Canada tient surtout, selon Le Goff, à la mauvaise qualité des nouveaux sols mis en culture et à l'épuisement des sols plus anciens.

(Le Goff, 1974, p. 26)

Deux facteurs expliqueraient, selon Garon, l'abandon de la culture du blé au Québec; d'abord, les défaillances de la production qui auraient empêché les paysans de profiter de la demande soutenue et du prix élevé du blé sur les marchés impériaux et, ensuite, le poids de la concurrence américaine qui, combiné à la fragilité de la position concurrentielle du blé bas-canadien, rend cette culture moins intéressante et moins rentable.

(Garon, 1976, p. 292)

Selon McCallum, le déclin de la culture du blé dans les vieilles régions de production du Bas-Canada est le résultat combiné de la rareté des terres neuves, de la compétition du blé de l'Ouest et de l'appauvrissement des sols en raison des mauvaises pratiques agricoles. De plus, l'abandon de la culture du blé au Bas-Canada s'inscrit dans un processus continental du déplacement de cette production vers l'Ouest.

(McCallum, 1980, p. 35)

qui passe par la modification des systèmes de cultures et par la redistribution des activités dans l'espace.

(Courville, 1980a, pp. 201-205)

L'ÉCONOMIE DE L'AVOINE

Les thèses classiques	Les thèses contemporaines	Les thèses inspirées du matérialisme historique	Les thèses critiques
<p>Selon Jones, lorsque les paysans bas-canadiens abandonnent la culture du blé sur une base commerciale, ils se replient vers des cultures d'autosuffisance (patates, pois) et de grains tels l'avoine et l'orge. Mais ces cultures ne pouvaient être commercialisées qu'au Bas-Canada en raison de leur coût élevé de production. Si la demande locale pour l'orge est faible, celle de l'avoine est meilleure en raison des besoins des chantiers en forêt et des villes. De plus, l'avoine permet de développer l'élevage du bétail sur une base commerciale mais la production demeure de qualité inférieure. En 1849, l'ouverture du marché américain aux paysans québécois, pour un ensemble de produits (orge, avoine, foin, poulets) qu'ils ne peuvent vendre avec profit sur les marchés locaux, amène une période de relative prospérité agricole.</p> <p>(Jones, 1978, pp. 118-119 et 125-126)</p> <p>Maurice Séguin constate que l'agriculture du Québec traversait au milieu du XIX^e siècle une période « de désorganisation et de réorientation ». Les paysans cessent de produire exclusivement du blé, abandonnent graduellement cette culture et s'orientent plutôt vers la production de foin et d'avoine requis par les chantiers.</p> <p>(Séguin, 1970, p. 115)</p>	<p>Selon Hamelin et Ouellet, les paysans québécois ont pallié à la diminution des rendements du blé en remplaçant cette culture par celles de l'avoine et de la patate qui offraient une meilleure productivité. Toutefois, on retrouve chez ces auteurs l'idée que cette substitution n'est qu'un moindre mal puisque l'avoine et la patate n'ont jamais pu remplacer le blé comme produit d'exportation et remettre l'agriculture québécoise sur la voie de la prospérité.</p> <p>(Hamelin et Ouellet, 1966, pp. 96-97)</p> <p>Pour Hamelin et Roby, l'abandon du blé et l'ouverture du marché américain ont suscité, à partir de 1851, l'essor de cultures jusqu'alors peu développées comme l'orge, le seigle, le sarrasin, les pois et l'avoine. Toutefois, la demande américaine et la demande locale se sont avérées insuffisantes pour inciter une forte proportion des fermiers québécois à se spécialiser dans ces productions.</p> <p>(Hamelin et Roby, 1971, pp. 37 et 194-195)</p> <p>Le déclin de l'économie du blé aurait, selon Ouellet, déterminé l'habitant à recourir à des cultures de remplacement comme la pomme de terre, l'avoine et autres menus grains qui se vendent toutefois à vils prix. L'expansion de l'élevage après 1815 avait valorisé la culture de l'avoine qui devint la production dominante.</p>	<p>Chatillon écrit que :</p> <p>« Incapables d'affronter la concurrence du Haut-Canada et du Middle West américain, les colons délaissent progressivement la culture du blé et se replient sur une production d'autosuffisance basée sur la pomme de terre, le lin, l'avoine (...). Entre temps, la guerre de Sécession américaine contribue quelque peu à relancer la production agricole de l'Est : il y a forte demande d'avoine, d'orge, d'œufs, de poules, de beurre, de chevaux et de foin. Mais les producteurs du Bas-Canada ne sont pas en mesure de satisfaire cette demande à cause des conditions de production créées par le maintien du régime seigneurial. L'introduction d'un certain élevage est déterminée par ces nouvelles conditions : l'avoine, principal aliment des bestiaux, accapare 33,9% des récoltes. Là encore, nous ne croyons pas à une nouvelle vocation agricole au Bas-Canada... »</p> <p>(Chatillon, 1976, p. 35-36)</p> <p>Pour Lise Pilon-Lê, le passage de la production du blé à celles de l'avoine et de la pomme de terre est une conséquence directe de l'appauvrissement du paysan du bas-canadien sous l'effet des conditions économiques défavorables en agriculture et l'augmentation des rentes seigneuriales qui provoquent un retour à des cultures de subsistance.</p> <p>(Pilon-Lê, 1977, p. 156)</p>	<p>Selon Courville, l'agriculture bas-canadienne, dès 1840, s'oriente vers la culture de l'avoine, de la pomme de terre et vers l'élevage. Ces nouvelles orientations sont la réponse de l'habitant face à l'évolution de la demande des produits agricoles qui se caractérise par 1) l'instabilité des marchés internationaux, 2) la vive concurrence du Haut-Canada et des États-Unis et 3) le développement du marché intérieur. Face à cette conjoncture, il y a diversification de la production agricole pour répondre aux besoins des marchés locaux en pleine croissance. L'avoine devient alors la culture commerciale prédominante en raison de la demande soutenue pour ce produit qui permet aussi le développement de l'élevage.</p> <p>(Courville, 1980a, pp. 201-205)</p> <p>Normand Séguin écrit que de 1850 jusqu'au début du XX^e siècle, l'agriculture québécoise est caractérisée par l'extension des grandes cultures, surtout celles du foin et de l'avoine comme le démontre la progression des volumes de production et les superficies consacrées à ces cultures.</p> <p>(Séguin, 1982, pp. 543-544)</p>

Selon Albert Faucher, autour des années 1850, les paysans substituent au blé des cultures comme l'orge et l'avoine destinées à un marché domestique stimulé principalement par l'élevage des chevaux. « L'avoine, l'aliment du cheval, demeurait le produit principal du Bas-Canada et le marché s'avéra particulièrement bon durant la guerre civile car il y aurait eu exportation pour la cavalerie américaine. Ce marché d'exportation explique que les Canadiens français aient cultivé avec persistance de l'avoine ».

(Faucher, 1980, p. 150)

En 1847, malgré la forte augmentation de la demande en Angleterre pour tous les surplus agricoles, le Bas-Canada ne peut guère participer au commerce avec la métropole parce que ses cultures ainsi que son élevage demeurent médiocres. Seuls les marchés locaux, d'ailleurs de faible importance, sont à la portée de l'habitant.

(Ouellet, 1971, pp. 446-462)

Le Goff affirme que, dès 1802, les paysans bas-canadiens s'engagent dans la culture de produits de substitution au blé tels l'avoine, l'orge, le seigle et la patate.

En effet, la forte demande de blé sur le marché intérieur pousse les paysans à accroître la part de leur production de blé destinée au marché (malgré le prix peu élevé du blé). Pour combler le déficit alimentaire familial, les paysans se tournent donc vers des cultures de substitution. (Le Goff, 1974, p. 27)

McCallum pense, qu'au Québec, le commerce des menus grains tels l'avoine et l'orge a été la principale source de revenus en argent des paysans après le déclin de l'économie du blé. Toutefois, les revenus provenant du commerce de l'avoine étaient minimes en comparaison de ceux retirés par les paysans ontariens de la vente du blé ou de l'orge. Les paysans québécois, faute de capitaux et en raison de l'étroitesse des marchés locaux, de la forte concurrence sur les marchés extérieurs et de l'instabilité des prix, ont été incapables de développer pendant cette période une culture commerciale viable pour remplacer le blé.

(McCallum, 1980, pp. 38-40 et 49-52)

L'ÉMERGENCE DE L'INDUSTRIE DU LAIT

Les thèses classiques	Les thèses contemporaines	Les thèses inspirées du matérialisme historique	Les thèses critiques
<p>Selon Gustave Toupin, à partir de 1873, deux facteurs économiques nouveaux vont exercer leur action sur l'agriculture du Québec et la faire évoluer vers les productions animales commerciales : l'avilissement du prix des produits de grandes cultures et la demande de plus en plus forte des produits animaux, notamment le beurre et le fromage.</p> <p style="text-align: right;">(Toupin, 1943, p. 202)</p>	<p>Pour Hamelin et Roby :</p> <p>« L'industrie laitière démarre vraiment durant la crise de 1873-1879 ». Les cultivateurs s'orientent alors vers la production de fromage sous « la double influence de la demande anglaise et de la propagande agricole ». Mais il faut attendre les années 1890 pour que l'industrie laitière entre dans l'ère commerciale et devienne la clef de voûte de l'agriculture québécoise et, dans une certaine mesure, de l'ensemble de l'économie de la province.</p> <p style="text-align: right;">(Hamelin et Roby, 1971, pp. 37-39 et 196-200)</p> <p>Gérard Fortin constate que l'agriculture québécoise connaît sa première grande révolution vers 1900 alors que les paysans s'orientent massivement vers la production laitière. Cependant, il ne s'agirait pas d'une transformation radicale car même si l'agriculture s'est alors commercialisée, la ferme reste définie comme une unité d'autoconsommation, l'agriculture commerciale apparaissant comme le complément nécessaire à l'agriculture de subsistance.</p> <p style="text-align: right;">(Fortin, 1971, p. 222)</p>	<p>Pour Chatillon, le développement de l'industrie laitière est la seule issue commerciale s'offrant aux agriculteurs québécois. Le développement s'amorce pendant la guerre de Sécession en raison de la demande régulière en produits laitiers qu'elle suscite du côté américain. Aussi, la croissance urbaine, tant canadienne qu'américaine, fait augmenter la demande de produits laitiers et favorise ce type de production. Plus tard, la forte demande anglaise pour le beurre et le fromage qui permet le maintien des prix, puis les mauvaises récoltes de blé de 1888-1890 et, enfin, l'accroissement considérable de la demande américaine et britannique pour les produits laitiers, contribuent à orienter l'agriculture du Québec vers les activités laitières.</p> <p style="text-align: right;">(Chatillon, 1976, pp. 40 et 53-54)</p> <p>Selon Bourque et Légaré, l'agriculture commerciale se développe au Québec à partir de 1870 en se spécialisant dans l'industrie laitière. Elle se caractérisera désormais par l'existence d'une classe agricole nouvelle relevant de la petite production marchande. Les paysans devenus indépendants à la suite de l'abolition du régime seigneurial et de l'élimination des rapports sociaux féodaux pratiquent dès lors une agriculture reliée directement ou indirectement au marché. L'industrie</p>	<p>Pour Normand Perron :</p> <p>« Le processus d'implantation des activités laitières sur l'ensemble de l'espace agricole du Québec s'étend approximativement de 1850 à 1890 ; la phase spécifique de démarrage se situe, elle, dans les décennies 1870 et 1880. Il ne s'agit pas ici d'un démarrage en trombe, loin de là ; des influences extérieures nouvelles n'orientent que progressivement l'agriculture québécoise vers les activités laitières ». Parmi ces influences extérieures, il faut noter :</p> <ul style="list-style-type: none"> — l'abrogation du traité de réciprocité avec les États-Unis en 1866 qui a une influence bénéfique sur les activités laitières de la province puisque les laiteries américaines qui inondaient le marché canadien de leurs produits sont évincées. Cela a, entre autres, favorisé le développement des fromageries québécoises ; — la demande du Royaume-Uni pour les produits laitiers qui s'accroît rapidement à compter de 1870 ainsi que les perspectives d'exportations vers le Japon et le Brésil ; — le maintien des prix des produits laitiers en raison de la demande anglaise dans un contexte de baisse généralisée des prix agricoles (1874).

laitière s'impose rapidement pour devenir la chef de voûte de l'agriculture québécoise.

(Bourque et Légaré, 1979, p. 80)

Ehrensafft et Marien soutiennent qu'avec le développement des systèmes de transport, les arrière-pays de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Asie s'ouvrent au capitalisme européen à titre de fournisseurs de produits agricoles de base. Et le Québec s'inscrit, à compter de 1860-1870, dans cette division internationale du travail par le biais de la production laitière. Cette spécialisation a donc échoué au Québec :

- « parce qu'il y avait d'autres régions avec de meilleurs ressources géo-climatiques pour la production végétale et le grand pâturage » ;
- « parce que même aux endroits où les coûts absolus de la production laitière se maintenaient inférieurs à ceux du Québec, les autres régions avaient un avantage comparatif » (sic) ;
- « parce qu'il y avait des possibilités d'une production (laitière) avec des surplus importants » au Québec ;
- en raison de la demande britannique et de la politique de libre échange de la Grande-Bretagne qui ont favorisé les exportations canadiennes vers l'Europe où la concurrence était faible, la production américaine étant absorbée par l'expansion de sa population urbaine.

(Ehrensafft et Marien, 1978, p. 199)

C'est ainsi que « l'agriculture québécoise qui, depuis la fin de l'ère du blé, se cherche une orientation, se lance massivement dans les activités laitières » qui correspondent bien aux exigences des paysans, à savoir « l'obtention d'un revenu régulier et comportant peu de risques ».

(Perron, 1980, pp. 114-117)

Normand Séguin écrit que dans la seconde moitié du XIX^e siècle, on assiste au Québec à un début d'intégration de la production agricole à l'économie de marché ; processus d'intégration qui « pousse le paysan vers de nouvelles orientations — la production de lait en particulier autour de 1870 — l'incite au relèvement de la productivité de son labeur, bref l'arrache lentement à l'auto-suffisance et l'élève à un premier niveau de commercialisation ».

(Séguin, 1982, p. 537)

Y a-t-il eu crise agricole au Québec dans la première moitié du XIX^e siècle ? S'il y a eu crise, est-elle le résultat du conservatisme des agriculteurs ou celui de contraintes excessives qu'imposait aux censitaires le régime seigneurial ? Le déclin de l'économie du blé est-il la conséquence de néfastes pratiques agricoles ou bien est-il le signe d'une réorientation profonde et positive de l'économie rurale québécoise ?

Ces questions et pratiquement toutes celles qui peuvent être posées à l'égard de l'agriculture québécoise du XIX^e siècle trouvent rarement de réponses satisfaisantes comme le montre cette brève revue de la littérature. En effet, thèses et contre-thèses s'affrontent ici sans que l'on puisse prendre objectivement position tant les éléments de preuve, jouant en faveur de l'une ou l'autre, sont parfois minces. Bien sûr, tous les auteurs développent une argumentation qui tend à valider les interprétations avancées. Mais, une argumentation aussi brillante et convaincante soit-elle n'est pas une preuve suffisante du point de vue géo-historique. Ce sont les faits qui importent en géographie et, surtout, les faits répartis et analysés dans l'espace ou, mieux encore, dans leur contexte territorial. Ainsi, à partir des arguments soulevés afin de démontrer qu'il y a eu crise agricole au Québec, il faut se garder de conclure, par exemple, que la Beauce a subi elle aussi les affres de cette crise car ce qui est vrai pour l'ensemble du Québec ne l'est pas nécessairement pour toutes les régions. En cela, nous rejoignons les propos de Mathieu dans son article.

D'autant plus que l'idée même d'une crise agricole au Québec est vivement contestée aujourd'hui. Dans ces conditions, on ne peut guère se permettre d'emprunter cette idée à l'histoire sans en faire au préalable la critique et sans tenter d'en vérifier la pertinence d'un point de vue spatial. Voilà qui suppose un effort de recherche empirique et analytique original de la part de l'emprunteur car l'histoire n'étant pas encore parvenue au bout de ses tâches, la quête et le travail des faits, entre autres ceux relatifs à l'agriculture québécoise du XIX^e siècle, restent dans une large mesure inachevés. En font d'ailleurs foi la plupart des thèses recensées ici, où la connaissance et la recherche des faits sont dans bien des cas peu poussées. Ainsi, les thèses dites classiques n'ont que timidement suivi cette voie étant plutôt occupées à tracer de larges portraits de la situation agricole du Québec au XIX^e siècle ; portraits réalisés à partir d'interprétations historiques plus globales et parfois très éloignées d'une problématique agricole qui est toutefois intégrée pour les fins de la démonstration. Mais, on ne peut guère leur reprocher ces déficiences au niveau de la recherche des faits relatifs à l'agriculture en raison des objectifs beaucoup plus larges qui étaient poursuivis et du caractère pionnier de ces travaux.

Les thèses dites contemporaines, souvent inspirées des précédentes, laissent peut-être une meilleure place à la recherche et à l'analyse des faits. Mais, comme dans le cas des thèses classiques, ces recherches empiriques apparaissent parfois secondaires puisqu'elles n'ont habituellement d'autres objectifs que de confirmer a posteriori des idées ou des interprétations déjà formulées et considérées a priori comme justes. Plutôt que d'aider à la formulation et à la vérification d'hypothèses précises, les faits exhumés viennent simplement appuyer et défendre de vastes synthèses de l'histoire du développement économique, politique et idéologique de l'ensemble du Québec au XIX^e siècle. Le danger d'une pareille démarche est de laisser trop de place aux postulats au détriment des hypothèses et de sur-interpréter des faits partiels, contestables, contradictoires ou mal compris. Il ne faut toutefois pas conclure que toutes les thèses ainsi élaborées tombent dans ces pièges mais seulement que les interprétations soutenues ne peuvent être empruntées et appliquées directement à un territoire donné ou à tout autre objet d'étude sans un examen critique de leur fondement empirique et analytique.

Quant aux thèses s'inspirant du matérialisme historique, on peut se demander quelle a été leur véritable contribution à la recherche historique des faits propres à l'agriculture québécoise. En effet, l'objectif de ces thèses semble avant tout de contester les interprétations de l'histoire devenues officielles — faute d'alternatives — et de les remplacer par des hypothèses nouvelles, construites à l'aide de l'appareil conceptuel propre au matérialisme historique. Cet effort de révision de l'histoire agricole du Québec, bien que justifié, a produit jusqu'à présent peu de résultats intéressants parce que, sans doute, mal engagé. En effet, ces thèses se cantonnent bien souvent derrière la théorie en négligeant toutes recherches empiriques originales, se contentant plutôt de reprendre celles des auteurs contestés et d'y greffer ou, plus justement, d'y juxtaposer de nouvelles interprétations. Bien plus, les faits ainsi repris ne sont que rarement questionnés, critiqués ou même approfondis : ils sont généralement acceptés tels quels sans plus de questions. Tout au plus cherche-t-on à les expliquer autrement et à leur trouver des causes différentes de celles habituellement proposées. Pareille démarche devient parfois gênante lorsque, par exemple, en se voulant critique, on recherche des causes plus socio-politiques à la crise agricole québécoise sans se demander au préalable s'il y a eu véritablement crise. Il va donc sans dire que, malgré la solidité théorique des thèses inspirées du matérialisme historique, on ne peut guère emprunter leurs interprétations historiques sans mener de soigneuses vérifications empiriques.

Finalement, les thèses dites critiques sont peut-être les seules à s'intéresser véritablement aux faits et à mener de façon systématique des recherches empiriques fouillées. Si leur objectif est aussi de réviser et de réécrire l'histoire, cette remise en question passe cette fois par l'examen et la critique des faits où prennent appui les interprétations historiques « officielles ». De plus, grâce à une recherche de données originales et par l'analyse de celles-ci, sont développées de nouvelles interprétations moins larges que les précédentes mais peut-être plus solides car appuyées sur des faits nouveaux mieux documentés et mieux vérifiés. Évidemment, cette remise en question de l'histoire n'est pas sans provoquer quelques résistances : elle donne jour à de multiples débats et controverses voire même à de virulentes querelles souvent personnalisées. Si ces débats passionnés peuvent sembler à l'occasion stériles, ils sont dans leur ensemble fort importants, obligeant à revoir des thèses maintes fois applaudies et soulevant de nouvelles hypothèses et interprétations trouvant appui sur un matériel empirique renouvelé. Les thèses critiques ne sont toutefois pas à l'abri de l'erreur ou de l'errance analytique tandis que certaines interprétations peuvent, à l'occasion, sembler abusives ou contradictoires. Mais, là comme ailleurs, la principale source d'erreur et d'imprécision tient surtout à notre méconnaissance des faits relatifs à l'histoire du Québec et de son agriculture au XIX^e siècle. Il faut convenir que l'on sait encore peu de choses à cet égard faute de documentation adéquate et complète, faute de séries statistiques chronologiques comparables et faute, tout simplement, de données pertinentes aux sujets traités. Il est, par exemple, assez difficile de saisir pleinement le phénomène de l'abandon de la culture du blé au Québec au cours du XIX^e siècle quand on ne dispose pas de statistiques indiquant le niveau de production annuel de cette culture pour l'ensemble du Québec pour les années autres que celles des recensements. Bref, les faits historiques parfaitement vérifiés et incontestables sont rares. Dans ces conditions, on ne peut s'étonner que les thèses critiques présentent comme les autres nombre d'incertitudes, d'imprécisions et d'hypothèses non vérifiées car non vérifiables. Là encore, tout emprunt à ces thèses devrait s'accompagner d'un questionnement critique visant à apprécier globalement et, aussi, du point de vue territorial la validité des interprétations soutenues. Questionnement d'autant plus nécessaire qu'il est souvent hasardeux de généraliser les enseignements

ou les conclusions de ces thèses qui traitent en général de sujets très précis ou limités: par exemple, des conclusions clairement établies en ce qui concerne la culture du blé en Mauricie au XIX^e siècle ne sont pas, a priori, applicables à d'autres régions ou à l'ensemble du Québec.

Face à la pluralité des positions défendues par les différents chercheurs, face aux débats qui les agitent sur cette question de l'agriculture québécoise au XIX^e siècle, la géographie devrait, somme toute, mieux résister à la tentation d'emprunter trop directement à l'histoire ses propos. Non pas que ceux-ci soient trop spécialisés ou incertains pour que l'on s'y intéresse mais bien au contraire parce que toutes ces questions faisant débat ont souvent une dimension spatiale que la géographie se doit de révéler et d'analyser. Que l'histoire se préoccupe de l'agriculture québécoise et que cela donne lieu à une abondante production où la controverse n'est pas exclue, tant mieux, voilà qui est signe de vitalité! Mais que la géographie observe de loin des débats comme s'ils lui étaient étrangers et qu'elle se contente d'emprunter sans trop s'interroger, voilà qui est plus inquiétant! Puisque ces deux disciplines ne procèdent ni de la même démarche ni d'une même problématique, la géographie peut sans aucun doute contribuer à une meilleure connaissance de l'agriculture québécoise du XIX^e siècle en enrichissant le débat de son questionnement où prédomine la dimension territoriale.

BIBLIOGRAPHIE

- BERNIER, Bernard (1980) La pénétration du capitalisme dans l'agriculture, dans Normand Séguin (Éd.), *Agriculture et colonisation au Québec*. Montréal, Boréal Express, pp. 73-92.
- BOURQUE, Gilles et LÉGARÉ Anne (1979) *Le Québec: la question nationale*. Paris, Maspero, 232 p.
- CHATILLON, Colette (1976) *L'histoire de l'agriculture au Québec*. Montréal, Éditions l'Étincelle, 125 pages.
- COURVILLE, Serge (1980a) La crise agricole du Bas-Canada. Éléments d'une réflexion géographique, *Cahiers de géographie du Québec*, 24(62): 193-223.
- _____ (1980b) La crise agricole du Bas-Canada. Éléments d'une réflexion géographique (deuxième partie), *Cahiers de géographie du Québec*, 24(63): 385-428.
- EHRENSAFT, P. et B. MARIEN (1978) De l'agriculture à l'agrobusiness, dans Pierre Fournier (Éd.), *Le capitalisme au Québec*. Montréal, Albert Saint-Martin, pp. 185-245.
- FAUCHER, Albert (1980) Explication socio-économique des migrations dans l'histoire du Québec, dans Normand Séguin (Éd.), *Agriculture et colonisation au Québec*. Montréal, Boréal Express, pp. 141-158.
- FORTIN, Gérard (1971) *La fin d'un règne*. Montréal, Hurtibise HMH, 397 pages.
- GARON, André (1976) Le Bas-Canada (1792-1838), dans Jean Hamelin (Éd.), *Histoire du Québec*. Montréal, France-Amérique, pp. 223-344.
- HAMELIN, Jean et Fernand OUELLET (1966) Les rendements agricoles dans les seigneuries et cantons du Québec: 1700-1850, dans C. Galarneau et E. Lavoie (Éds), *France et Canada Français du XVI^e siècle au XX^e siècle*. Québec, Presses de l'université Laval, pp. 81-120.
- HAMELIN, Jean et Yves ROBY (1971) *Histoire économique du Québec, 1851-1896*. Montréal, Fides, 426 pages.
- JONES, R.L. (1978) French Canadian agriculture in the St. Lawrence Valley, 1815-1850, dans W.T. Easterbrook et M.H. Watkins (Eds), *Approaches to Canadian Economic History*. Toronto, MacMillan, The Carleton Library, n° 31, pp. 110-126.
- LE GOFF, T.J.A. (1974) The Agricultural Crisis in Lower Canada, 1802-12: A Review of a Controversy, *Canadian Historical Review*, LV(1): 1-31.
- McCALLUM, John (1980) *Unequal Beginnings. Agriculture and Economic Development in Québec and Ontario until 1870*. Toronto, University Toronto Press, 148 pages.
- McINNIS, Marvin (1982) A Reconsideration of the State of Agriculture in Lower Canada in the First Half of the Nineteenth Century, dans D.H. Akenson (Ed.), *Canadian Papers in Rural History*, tome 3, Gananoque (Ontario), Langdale Press, pp. 9-49.

- OUELLET, Fernand (1971) *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*. 2 tomes, Montréal, Fides, 639 pages.
- PAQUET, G. et J.P. WALLOT (1972) Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada, 1802-1812. Éléments pour une ré-interprétation, *Revue d'histoire de l'Amérique Française*, 26(2) : 185-237.
- _____ (1971) Le Bas-Canada au début du XIX^e siècle: une hypothèse, *Revue d'histoire de l'Amérique Française*, 25(1) : 39-61.
- PARKER, W.H. (1959) A New Look at Unrest in Lower Canada in the 1830's, *Canadian Historical Review*, XL(3) : 209-217.
- PERRON, Normand (1980) Génèse des activités laitières, dans Normand Séguin (Éd.), *Agriculture et colonisation au Québec*. Montréal, Boréal Express, pp. 113-140.
- PILON-LÈ, Lise (1977) La condition économique de l'habitant québécois, 1766-1854, *Anthropologie et Société*, 1(2) : 23-35.
- SÉGUIN, Maurice (1970) *La nation canadienne et l'agriculture, 1760-1850*. Trois-Rivières, Boréal Express, 279 pages.
- SÉGUIN, Normand (1982) L'agriculture de la Mauricie et du Québec, 1850-1950, *Revue d'histoire de l'Amérique Française*, 35(4) : 537-562.
- TOUPIN, Gustave (1943) La production animale, dans Esdras Minville (Éd.), *Études sur notre milieu*, tome 2 : *L'agriculture*. Montréal, Fides, pp. 193-236.